

La LASA appelle au respect de la liberté d'enseignement ainsi qu'au respect des résultats électoraux 2023 au Guatemala

Novembre 2023

L'association des études latino-américaines LASA condamne fermement les arrestations illégales ayant récemment visé des leaders de la société civile au Guatemala, parmi lesquels des membres de la communauté étudiante et enseignante de l'USAC (Université de San Carlos), ordonnées par le procureur de la République (ministère public) dans l'affaire Toma de la USAC : Botín Político (Prise de l'USAC : un butin politique). En outre, la LASA condamne la politisation de cette affaire dans ce qui semble une tentative de renversement des résultats des élections du 10 août 2023.

Au matin du 16 novembre 2023, le ministère public (MP) a dévoilé l'affaire «Toma de la USAC : Botín Político», ordonnant 31 perquisitions et l'émission de 27 mandats d'arrêt à l'encontre de professeurs d'université, membres de l'administration, étudiants, avocats, journalistes, et de Jordán Rodas toujours en exil. Le MP les accuse de violences aggravées, de spoliation de biens culturels, de sédition et d'association illégale.

L'affaire est fondée sur les incidents qui ont suivi l'élection de Walter Mazariegos au poste de recteur de l'USAC, le 14 mai 2021. Le jour de l'élection, la police antiémeute avait empêché des étudiants et Jordán Rodas, ancien Défenseur des droits de l'homme et adversaire de Mazariegos, d'accéder au bureau de vote; ce qui avait déclenché des accusations de fraude électorale et une vague de protestations. De mai 2022 à juin 2023, étudiants et professeurs ont occupé le campus en vue de dénoncer le processus électoral et d'appeler au respect de l'autonomie de l'université.

Cinq personnes ont été placées en garde à vue, notamment Ronald Chang Shum, doyen du département de médecine vétérinaire et de zootechnie de l'USAC, Alfredo Enrique Beber Aceituno, professeur en ingénierie à l'USAC, Eduardo Velásquez Carrera, ancien doyen et professeur d'économie à l'USAC, Javier de León Gómez, un étudiant en physique appliquée de l'USAC, et Marcela Blanco, ancienne candidate Semilla au Congrès.

Le ministère public cherche également à lever l'immunité de cinq membres de l'opposition actuelle et future du Congrès. C'est le cas du président élu Bernardo Arévalo et de la vice-présidente élue Karin Herrera, accusés d'avoir encouragé les protestations à travers les réseaux sociaux. Si leur immunité était levée, ils pourraient être arrêtés et poursuivis.

La communauté internationale a dénoncé une série de tentatives à l'initiative du ministère public guatémaltèque visant à empêcher une transition démocratique pacifique. Dans une [résolution](#) adoptée le 15 novembre 2023, l'Organisation des États américains (Organization of American States) dénonçait «les tentatives de la part du procureur de la République de discréditer et d'empêcher une transition pacifique, portant atteinte au processus démocratique et aux engagements du Guatemala

inhérents à la Charte démocratique interaméricaine». Le 18 novembre 2023, la Commission interaméricaine des droits de l'homme [appelait](#) le ministère public à «à cesser d'engager des actions mettant en péril l'ordre démocratique et la volonté souveraine du peuple».

Le rôle de l'université de San Carlos, unique université publique au Guatemala, est fondamental. Elle reflète la diversité sociale, politique et culturelle du pays et a promu l'accès à la connaissance et à l'apprentissage pour des générations de Guatémaltèques. En raison de son rôle dans le processus décisionnel national, l'indépendance politique de l'USAC est essentielle, car elle permet de questionner la responsabilité des institutions de l'État. Historiquement, le mouvement étudiant de l'USAC occupe une place centrale dans la promotion de la justice sociale. Néanmoins, ces dernières années, son organisation et son autonomie ont été mises à mal par des acteurs corrompus cherchant à consolider l'impunité. Les arrestations du 16 novembre ont pour objectif de criminaliser des individus qui œuvrent à la restauration du rôle historique de l'USAC.

La LASA exige le respect des droits de l'homme et le droit à une procédure régulière pour les personnes détenues et inculpées. Nous demandons également la cessation des persécutions politiques à l'encontre du président élu Bernardo Arévalo, de la vice-présidente élue Karin Herrera, et des membres de l'opposition. Nous réitérons les appels internationaux et nationaux en faveur d'une transition pacifique du pouvoir, dans le respect de la loi. La LASA affirme sa solidarité avec la population guatémaltèque dans sa mobilisation pacifique contre le démantèlement des institutions démocratiques et pour que leur volonté, telle qu'elle a été exprimée dans les urnes, l'emporte.

Concernant LASA

L'Association des Études Latino-Américaines (LASA) est la plus importante association professionnelle au monde, rassemblant des individus et des institutions engagés dans les études sur l'Amérique latine et les Caraïbes. Elle a un comité qui défend la liberté académique et les droits humains.

Si vous souhaitez interviewer un membre du Conseil Exécutif de la LASA, vous pouvez contacter le bureau des communications de la LASA au (412) 648-7929 ou à l'adresse lasa@lasaweb.org.

LATIN AMERICAN STUDIES ASSOCIATION

4338 Bigelow Blvd
Pittsburgh, PA 15213
lasa@lasaweb.org
Tel: 412-648-7929
Fax: 412-624-7145

